

# Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète

## Déclaration du groupe de la CFDT

La multiplication des événements autour du sommet de Rio : G20, Assemblée générale de la Confédération internationale des syndicats, Conférence alternative du Sommet des peuples, journées intermédiaires de la société civile organisées par le Brésil, démontre la mobilisation de tous les acteurs sur les enjeux du développement durable.

Cette mobilisation des États et de toutes les composantes de la société civile en faveur de la transition économique sociale et environnementale, de la lutte contre la pauvreté, doit se concrétiser à Rio par de réelles décisions politiques en faveur du développement durable au service du progrès humain.

Depuis le Sommet de la terre qui a consacré la notion de développement durable à Rio en juin 1992, la prise de conscience de l'urgence de l'action a beaucoup muri. Il est grand temps aujourd'hui de passer aux actes.

On peut toutefois regretter que le CESE n'ait pas réellement été associé à la préparation du processus des négociations. De ce fait, l'avis arrive tardivement.

L'avis pointe l'insuffisante application des accords et programmes relatifs à l'environnement et l'éparpillement des structures et différentes agences spécialisées de l'ONU qui poursuivent chacune une logique propre, sans réelle coordination. La CFDT partage ce constat.

Ainsi, il s'agit de se donner les moyens d'une réelle gouvernance du développement durable, gouvernance qui doit être partagée en permettant l'information et la participation de toutes les parties prenantes.

À ce titre, pour la CFDT, la création d'une agence spécialisée de l'ONU, une organisation mondiale de l'environnement, est pertinente dès lors que son rôle est autant valorisé que celui des organisations internationales commerciales et financières.

En effet, rien ne justifie la prééminence de l'OMC et du FMI face à l'OIT, l'OMS, ou à la future OME.

Pour cela, le PIB doit être complété par des indicateurs sociaux et environnementaux afin de mesurer réellement les vraies richesses d'un pays.

C'est également dans cet esprit que l'avis propose de favoriser une plus grande intégration des dimensions sociales et environnementales dans l'activité des entreprises, notamment par le développement de la notation extra-financière.

Au niveau de l'emploi, l'avis s'inscrit résolument dans le développement d'une croissance intelligente, durable et inclusive, liée à la nécessaire modification de nos

modes de production et de consommation, favorisant de nouveaux gisements d'emplois décents et durables.

S'agissant de la lutte contre la pauvreté, il est indispensable qu'à Rio des décisions fermes soient prises pour respecter l'engagement pris de porter à hauteur de 0,7 % du revenu national brut, notamment pour la France, l'aide publique au développement.

Enfin, la CFDT se félicite de la prise en compte du rôle décisif des collectivités locales, au travers des politiques d'urbanisme durable.

La CFDT a voté l'avis.